

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERESIA

ZISE - 16 bd Val de Vesle - BP 1009
SILO DES ESSILLARDS
51100 Reims

Références : D1i 2026-307
Code AIOT : 0005701607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement CERESIA implanté 16 Bd du Val Vesle 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel et dans le cadre de l'action nationale sur les risques ATEX (ATmosphères Explosives).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERESIA
- 16 Bd du Val Vesle 51100 Reims

- Code AIOT : 0005701607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé de 4 silos : vertical 1, vertical semences et les silos plats report 1 et 2. L'exploitation céréalière (silos, engrais) est exploitée par Ceresia. La station de semences (silo semences, hall process, entrepôt) est exploitée de fait par Eurosem, filiale de Ceresia. L'ensemble du site dispose d'une seule autorisation d'exploiter, au bénéfice de Ceresia.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	Installations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart majeur n'a été détecté. Le site est propre et bien entretenu. Un justificatif est attendu de la part de l'exploitant sur les installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) et la liste des zones à risques dont la dernière mise à jour date de 2017 ont été envoyés en amont de l'inspection. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modifications du site depuis 2017. L'identification des zones à risques est réalisée selon une méthodologie indiquée dans le DRPCE. Elle a été établie en cohérence avec l'Etude de Dangers et le guide de la fédération professionnelle. L'Inspection a questionné l'exploitant sur le classement de certains équipements en zone 22, comme par exemple les élévateurs. Elle a fait remarqué à l'exploitant que certains classements n'était pas cohérents par rapport à la définition des zones présentes dans la directive. Cependant, l'interprétation de l'exploitant de la directive diffère de celle de l'Inspection et l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Les consignes sont présentes dans le DRPCE. Les consignes et la présence de zones ATEX dans le silo sont signalés par un affichage présent au

niveau du rez-de-chaussée du silo. Dans les étages, le risque ATEX est signalé sur différents équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Une ventilation naturelle est présente au niveau des silos ainsi qu'une aspiration centralisée sur le silo vertical. Lors de la visite, le site était propre et entretenu, les marquages au sol étaient tous visibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Lors de la visite, différents équipements ATEX ont été vérifiés (contrôleurs de rotation, moteur, capteur, aspirateur), ils sont en bon état et présentent un marquage ATEX conforme avec la zone définie par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques

conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Le rapport de vérification périodique annuelle et le rapport ICPE de la partie silo et de la partie station de semences ont été envoyés en amont de l'inspection.

Concernant la station de semences, les rapports datent du 10/03/2025 :

- le rapport de vérification périodique comporte 28 écarts dont 15 récurrents ;
- le rapport ICPE comporte 10 écarts dont 8 récurrents.

La prochaine vérification sur la station aura lieu le 21/04/2026.

Concernant la partie silo :

- les deux rapports de vérification périodique comportent chacun 4 écarts dont 1 récurrent ;
- le rapport ICPE comporte 1 écart récurrent.

Des commandes ont été présentées pour résoudre les non-conformités des rapports ICPE. Ces actions seront réalisées d'ici le 30/06/2026. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur par l'Inspection.

L'exploitant n'a pas présenté de plan d'actions sur les écarts des rapports de vérification périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra envoyer à l'Inspection les certificats Q18 du site avec le cas échéant, un plan d'actions sur les écarts pouvant présenter un risque d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification protection foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Le rapport de la vérification complète des installations foudre du 05/01/2026 a été envoyé en amont de la visite par l'exploitant. Il présente deux écarts de niveau U2 récurrents. Une commande a été présentée pour résoudre ces écarts d'ici le 30/06/2026. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur par l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite